
Ross, Stephanie & Larry Savage (éd.), 2012, *Rethinking the Politics of Labour in Canada*, Fernwood Publishing, 224p.

Cet ouvrage est annoncé comme le premier d'une collection, dont l'objectif est de soutenir le syndicalisme dans ses missions de leadership idéologique, de mobilisation et de formation.

Il se découpe en trois parties de longueur inégale. Trois chapitres introductifs informent du contexte politique, quatre concernent les stratégies syndicales face aux partis politiques, et sept chapitres concernent les enjeux du syndicalisme comme acteur sociopolitique. Tous les chapitres sont très courts (10 à 12 pages), et les références bibliographiques sont concentrées en fin d'ouvrage. Il se dégage de l'ensemble un objectif pédagogique à l'intention des responsables syndicaux.

Même si le livre a été publié en 2012, les délais d'édition étant ce qu'ils sont, et l'actualité politique ayant galopé, la lectrice en 2013 (septembre) ne peut que constater que les contributions à l'ouvrage ont souffert du passage du temps. C'est pourquoi les articles ayant un plus fort contenu théorique sont plus intéressants et utilisables pour des professeurs au niveau postsecondaire. Tous les auteurs sont campés résolument à gauche, plus ou moins explicitement redevables aux « grands » marxistes (jamais nommés).

Les chapitres introductifs proposent dans un premier temps un bilan de la situation syndicale, marquée par des reculs et la démobilisation, affrontée à des politiques néolibérales et antisyndicales (S. Ross et L. Savage). Dans un deuxième temps, D. Swartz et R.M. Warskett font un historique, fortement marqué par les catégories léninistes, de l'émoussement de la solidarité ouvrière en raison notamment de l'encadrement sociojuridique des relations du travail hérité des années quarante. Dans un troisième temps, S. Ross propose une analyse néogramscienne des notions de « syndicalisme d'affaires » et de « syndicalisme de mouvement social », notions qui perdurent au Canada anglais, et prend une distance face à cette dichotomie qui n'a rien d'absolu et souffre de carences explicatives.

La deuxième partie est intitulée 'The Challenge of Electoral Politics'. Le premier chapitre (B. Evans) propose une critique sévère du Nouveau Parti Démocratique, au pouvoir dans certaines provinces anglophones ou encore comme parti d'opposition au fédéral, et qui se serait rangé dangereusement près des néolibéraux. Le deuxième chapitre (P. Graefe) porte sur le Québec et pourfend avec raison ce fantasme canado-anglais selon lequel le syndicalisme québécois a constitué l'avenir de la révolte ouvrière au tournant des années soixante-dix. L'auteur est manifestement bien intentionné, mais n'a pas une connaissance approfondie de son sujet et s'appuie sur des matériaux discursifs (défaut fréquent dans ce livre et fort répandu chez les analystes du syndicalisme). Le chapitre suivant, 'Organized Labour and Strategic Voting' (L. Savage) est très descriptif et même normatif. L'auteur rappelle que les appels à voter en vue de battre S. Harper ont en effet divisé le syndicalisme canado-anglais. Le dernier chapitre de cette section, 'Labour and Politics in Voting System Reform in Canada', propose un voyage organisé ambitieux (1890 à nos jours) sur les positions syndicales en matière de réforme du scrutin, qualifiées d'inadéquates.

La troisième partie est consacrée à des thématiques particulières : femmes, peuples autochtones, environnement, syndicalisme communautaire, mouvement anti-pauvres, travailleurs immigrants, érosion des droits en raison de la Charte canadienne. Les chapitres concernant les femmes, les peuples autochtones et les pauvres (A. Coles et C. Yates; S. Mills et T. McCreary; K. Coulter) sont convenus et escamotent les différences sociodémographiques, économiques et stratégiques à l'intérieur même des populations concernées. D. Soron, sur l'environnement, offre un état des lieux

classique, mais utile. S. Black, sur le syndicalisme communautaire, une des meilleures incarnations du renouveau syndical, A. Choudry et M. Thomas sur l'organisation syndicale et autre des travailleurs et travailleuses immigrants de même que C. Smith sur le rôle des tribunaux dans l'érosion des droits syndicaux sont davantage analytiques et théoriques, sans faire l'économie des descriptions nécessaires.

Il est bien ambitieux de faire un livre sur le Canada *d'un océan à l'autre* en matière de syndicalisme. Pas moins de 90 % des salariés relèvent des lois provinciales en matière de travail ainsi que sur de nombreux autres thèmes. Le Québec est comme d'habitude négligé, mais il n'est pas le seul, encore qu'il serait pertinent dans ce genre d'ouvrage de confier la rédaction d'un article sur le Québec à quelqu'un qui connaît la situation et la documentation. Les articles sont surtout descriptifs et utilisent des matériaux secondaires, se livrant ainsi aux facilités des stratégies médiatiques syndicales. Si tous les auteurs se situent clairement à gauche, certains penchent vers un néomarxisme classique et d'autres sont plutôt néogramsciens. L'existence d'une *classe ouvrière* est présentée comme une évidence, alors que de nombreux marxistes osent parler de fractions de classe. De même, l'antinomie syndicalisme d'affaires/syndicalisme de mouvement social semble aussi, malgré l'article nuancé de S. Ross, imprégner la pensée de la plupart des auteurs. Les chapitres deux, neuf et dix offrent un contenu théorique plus consistant et présentent un intérêt réel, alors que d'autres chapitres suintent le prosélytisme destiné à apprendre à la classe ouvrière quoi et comment penser.

Dernières remarques. Ce livre, qui est présenté comme une synthèse globale, souffre d'absences. D'abord, un article concerne les femmes, mais la plupart des syndicats sont rendus plus loin et ont des comités LGBT (lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres). Ensuite, aucun article ne concerne les structures et fonctionnements syndicaux, sur lesquels il y a tant à dire. Enfin, même si les précaires non syndiqués font l'objet d'une attention pleine de sollicitude, les précaires syndiqués (qui sont légion dans l'administration publique et qui sont devenus la règle aussi dans les grandes entreprises privées syndiquées) semblent ne pas exister. Et ils existent d'autant plus qu'ils font souvent les frais des compromis syndicaux (régimes de retraite à rabais, activités abandonnées à la sous-traitance, temporariat sans limites ou presque...). Voilà un sujet qui fâche, qui divise, et dont les syndicats ne parlent pas. On attendrait d'intellectuels de gauche

qu'ils en fassent mention. Ce sera peut-être le cas dans une autre publication de ce groupe sur les syndicats du secteur public tout juste publié chez le même éditeur.

Mona-Josée Gagnon

Professeure associée, Département de sociologie
Université de Montréal
